



**Autorité contractante et Maitre d'ouvrage :**

MAIRE DE LA COMMUNE DE BIWONG-BANE

**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES PLACÉE AUPRES DE LA COMMUNE DE BIWONG-BANE (CIPM C-B.BANE)**

ADDITIF N°01 DU 10/03/2025

RELATIF A L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°001/AONO/PU/C-BBANE/SG/CIPM/2025 DU 25/02/2025 POUR LA REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE BIWONG-BANE-OBANG II (14KM), DANS LA COMMUNE DE BIWONG BANE, DEPARTEMENT DE LA MVILA, REGION DU SUD.

Le présent appel d'Offres est modifié ainsi qu'il suit :

PRESENCE DE LA VERSION ANGLAISE DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES	
AU LIEU DE LIRE	LIRE PLUTOT
PIECE N°8 (BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES)	
TM 307	TM 307a
N'existe pas	TM 406 : réfection et platelage en bois Nettoyage et désinfection en profondeur, mouiller le bois sur 10 mètre carré, dégriser le bois, application du traitement fongicide, application du produit définitif adapté aux terrasses, entretien régulier.
PIECE N°1 AVIS D'APPEL D'OFFRES(AAO)	
<b>15.1 critères éliminatoires</b> L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis, ainsi que du récépissé de dépôt à la CDEC. ▪ La non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission); ▪ Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ; ▪ Le non-respect de 80% de critères essentiels (80% renvoyant au seuil de qualification des offres techniques) ; ▪ L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;	<b>15.1 critères éliminatoires</b> L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis, ainsi que du récépissé de dépôt à la CDEC. ▪ La non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission); ▪ Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ; ▪ Le non-respect de 80% de critères essentiels (80% renvoyant au seuil de qualification des offres techniques) ; ▪ L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;



<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;</li> <li>▪ L'absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum (à préciser par le maître d'Ouvrage)</li> <li>▪ L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;</li> <li>▪ L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;</li> <li>▪ L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;</li> <li>▪ L'absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum (à préciser par le maître d'Ouvrage)</li> <li>▪ L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;</li> <li>▪ L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;</li> <li>▪ L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Non-exécution d'un marché antérieur du fait de l'entreprise</li> </ul> </li> </ul>
<b>PIECE N°3 REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)</b>	
<b>6.1. principaux critères éliminatoires</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Absence de la caution de soumission ;</li> <li>▪ Dossier administratif incomplet ou non conforme, sous réserve des dispositions du point I.1 de la Circulaire N°002/CAB/PM du 31 Janvier 2011 relative à l'amélioration de la performance du système des marchés publics ;</li> <li>▪ Fausses déclarations ou pièces falsifiées (la CIPM et l'Autorité contractante se réservent le droit de procéder à l'authentification de tout document présentant un caractère douteux) ;</li> <li>▪ Absence dans l'offre technique d'une rubrique « méthodologie d'exécution, organisation et planning des prestations » ;</li> <li>▪ Absence de la non-conformité d'une pièce du dossier administratif au- delà de 48 heures après le dépôt des offres ;</li> <li>▪ Non satisfaction d'au moins 80 % des critères essentiels ;</li> <li>▪ Omission d'un prix quantifié dans l'offre financière ;</li> <li>▪ Offre financière incomplète ;</li> <li>▪ Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des Marchés au cours des trois dernières années ;</li> <li>▪ Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;</li> <li>▪ Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales ;</li> <li>▪ Non-exécution d'un marché antérieur du fait de l'entreprise</li> </ul>	<b>6.1. principaux critères éliminatoires</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Absence de la caution de soumission ;</li> <li>▪ Fausses déclarations ou pièces falsifiées (la CIPM et l'Autorité contractante se réservent le droit de procéder à l'authentification de tout document présentant un caractère douteux) ;</li> <li>▪ Absence dans l'offre technique d'une rubrique « méthodologie d'exécution, organisation et planning des prestations » ;</li> <li>▪ Absence de la non-conformité d'une pièce du dossier administratif au- delà de 48 heures après le dépôt des offres ;</li> <li>▪ Non satisfaction d'au moins 80 % des critères essentiels ;</li> <li>▪ Omission d'un prix quantifié dans l'offre financière ;</li> <li>▪ Offre financière incomplète ;</li> <li>▪ Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des Marchés au cours des trois dernières années ;</li> <li>▪ Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;</li> <li>▪ Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales ;</li> <li>▪ Non-exécution d'un marché antérieur du fait de l'entreprise</li> </ul>
<b>ENVELOPPE A_VOLUME 1 : Dossier Administratif</b> La première enveloppe portera le mention « enveloppe A » et contiendra le volume des pièces administratives de l'entreprise ci-après datant de moins de trois (03) mois dont un (01)	<b>ENVELOPPE A_VOLUME 1 : Dossier Administratif</b> La première enveloppe portera le mention « enveloppe A » et contiendra le volume des pièces administratives de l'entreprise ci-après datant de moins de trois (03) mois dont un (01)



original ou copie certifiée conforme par les Administrations émettrices compétentes et six (06) photocopies simples. Dans ce volume, chaque pièce doit être précédée d'une page de garde.

- A.1 La déclaration d'intention de soumissionner datée, signée et timbrée (O) ;
- A.2 Une attestation de non faillite délivrée par le tribunal de 1<sup>ere</sup> instance du lieu de résidence du soumissionnaire (O) ;
- A.3 L'attestation de domiciliation bancaire délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le MINFI (O). La caution bancaire et la domiciliation bancaire doivent être du même établissement ;
- A.4 La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'un montant de **SOIXANTE QUINZE MILLE (75 000) FRS CFA** délivrée par le Receveur Municipal de la Commune de Biwong Bané (O) ;
- A.5 L'attestation de conformité fiscale en cour de validité, accompagnée du récépissé de dépôt à la CDEC (O) ;
- A.6 Une caution de soumission bancaire d'un montant de **880 000 (Huit cent quatre-vingt mille) FCFA** et d'une durée de validité de cent vingt (120) jours (O) ;
- A.7 Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par la Directeur Général de l'ARMP ou l'un de ses représentants dûment mandatés (O) ;
- A.8 Une attestation pour soumission délivrée par la CNPS (O) ;
- A.9 L'attestation d'immatriculation ;
- A.10 Une copie certifiée conforme du registre de commerce.

NB : CL = Copie légalisée ;

O = Original

En cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet. Cependant, les pièces A2, A4, A6, A12 et A13 sont uniquement présentées par le mandataire du groupement. En outre, l'accord de groupement notarié et enregistré doit être versé au dossier.

**N.B. : Sauf disposition contraire ci-dessus, les pièces administratives doivent être certifiées par les responsables des services émetteurs et datées de moins de trois (3) mois. L'absence d'une pièce administrative est sanctionnée par le rejet de l'offre.**

original ou copie certifiée conforme par les Administrations émettrices compétentes et six (06) photocopies simples. Dans ce volume, chaque pièce doit être précédée d'une page de garde.

- A.1 La déclaration d'intention de soumissionner datée, signée et timbrée (O) ;
  - A.2 Une attestation de non faillite délivrée par le tribunal de 1<sup>ere</sup> instance du lieu de résidence du soumissionnaire (O) ;
  - A.3 L'attestation de domiciliation bancaire délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le MINFI (O). La caution bancaire et la domiciliation bancaire doivent être du même établissement ;
  - A.4 La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'un montant de **SOIXANTE QUINZE MILLE (75 000) FRS CFA** délivrée par le Receveur Municipal de la Commune de Biwong Bané (O) ;
  - A.5 L'attestation de conformité fiscale en cour de validité, accompagnée du récépissé de dépôt à la CDEC (O) ;
  - A.6 Une caution de soumission bancaire d'un montant de **880 000 (Huit cent quatre-vingt mille) FCFA** et d'une durée de validité de cent vingt (120) jours (O) ;
  - A.7 Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par la Directeur Général de l'ARMP ou l'un de ses représentants dûment mandatés (O) ;
  - A.8 Une attestation pour soumission délivrée par la CNPS (O) ;
- NB : CL = Copie légalisée ;  
O = Original

En cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet. Cependant, les pièces A2, A4, A6, A12 et A13 sont uniquement présentées par le mandataire du groupement. En outre, l'accord de groupement notarié et enregistré doit être versé au dossier.

**N.B. : Sauf disposition contraire ci-dessus, les pièces administratives doivent être certifiées par les responsables des services émetteurs et datées de moins de trois (3) mois. L'absence d'une pièce administrative est sanctionnée par le rejet de l'offre.**



<p><b>Les principaux critères de qualification (critères essentiels)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les critères essentiels seront évalués de manière binaire (satisfaction ou non). Ainsi, plusieurs sous critères tirés des rubriques Capacité financière ; ci-dessous du dossier de soumission seront retenus pour l'évaluation de l'offre technique :</li> <li>- Présentation de l'offre ;</li> <li>- Capacité financière ;</li> <li>- L'expérience du personnel d'encadrement ;</li> <li>- Les références de l'entreprise ;</li> <li>- La disponibilité du matériel et des équipements essentiels</li> <li>- Le non-respect de 80% des critères ci-dessus entraînera l'élimination de l'offre ;</li> <li>- Visite de site plus rapport et photos ;</li> <li>- Preuves d'acceptation de la lettre commande paraphés à chaque page, signés à la dernière page (CCAP, CCTP, CCES).</li> </ul>	<p><b>Les principaux critères de qualification (critères essentiels)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les critères essentiels seront évalués de manière binaire (satisfaction ou non). Ainsi, plusieurs sous critères tirés des rubriques Capacité financière ; ci-dessous du dossier de soumission seront retenus pour l'évaluation de l'offre technique :</li> <li>- Présentation de l'offre ;</li> <li>- Capacité financière ;</li> <li>- L'expérience du personnel d'encadrement ;</li> <li>- Les références de l'entreprise ;</li> <li>- La disponibilité du matériel et des équipements essentiels</li> <li>- La méthodologie ;</li> <li>- Visite de site plus rapport et photos ;</li> <li>- Preuves d'acceptation de la lettre commande paraphés à chaque page, signés à la dernière page (CCAP, CCTP, CCES).</li> </ul>
<p align="center"><b>PIECE N° 4 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET PARTICULIERES (CCAP)</b></p>	
<p><b>Ordre de service (article 8)</b></p> <p>8.1. L'Ordre de Service de commencer les travaux est signé par l'Autorité Contractante et notifié par l'Ingénieur du Marché avec copie au Délégué Départemental des Marchés Publics du MVILA.</p>	<p><b>Ordre de service (article 8)</b></p> <p>8.1. L'Ordre de Service de commencer les travaux est signé par l'Autorité Contractante et notifié par le chef service du Marché de la commune de Biwong-Bané avec copie au Délégué Départemental des Marchés Publics du MVILA.</p>
<p align="center"><b>PIECE N°14 LISTE DES BANQUES ET ASSURANCES HABILITEES A EMETTRE LES CAUTIONS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS</b></p>	
<p align="center"><b>I-BANQUES</b></p>	
<p>1.SOCIETE GENERALE DE BANQUES AU CAMEROUN (SGBC) ;</p> <p>2.ACCESS BANK CAMEROON, B.P. 6000, YAOUNDE ;</p> <p>3.BANCO NACIONAL DE GUINEA ECUATORIAL (BANGE), Yaoundé</p> <p>4.BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT (BICEC)</p> <p>5.SOCIETE COMERCIALE DE BANQUES CAMEROUN (CA-SCB)</p> <p>6.STANDARD CHARTERED BANK OF CAMEROON (SCBC)</p> <p>7.AFRILAND FIRST BANK CAMEROON (AFB)</p> <p>8.BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN (BAC)</p>	<p>1.Access Bank Cameroon, BP : 6 000 Yaoundé ;</p> <p>2.Afriland First Bank (AFB), BP : 11 834 Yaoundé ;</p> <p>3.Banco Nacional de Guinea Equatorial (BANGE), Yaoundé ;</p> <p>4.Banque Atlantique Cameroun (BACM), BP : 2 933 Douala ;</p> <p>5.Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), Yaoundé ;</p> <p>6.Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFI BANK), BP : 12 962 Douala ;</p> <p>7.Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC), BP : 1 925 Douala ;</p> <p>8.CITI Bank, BP : 4 571 Douala ;</p> <p>9.Commercial Bank of Cameroon (CBC), BP : 4</p>



9.ECOBANK CAMEROON (EBC)  
10.CITIBANK N A CAMEROON  
11.COMMERCIAL BANK OF CAMEROON (CBC)  
12.UNION BANK OF CAMEROON PLC (UBC)  
13.NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK (NFC BANK)  
14.UNITED BANK FOR AFRIKA (UBA)  
15.BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFIBANK)  
16.BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BC-PME)

004 Douala ;  
10.Crédit Communautaire d'Afrique-Bank (CCA-BANK), BP : 30 388 Yaoundé ;  
11.ECOBANK Cameroon (ECOBANK), BP : 582 Douala ;  
12.La Régionale Bank, BP : 30 145 Yaoundé ;  
13.National Financial Credit Bank (NFC -Bank), BP : 6 578 Yaoundé ;  
14.Société Commerciale de Banque-Cameroun (SCB-Cameroun), BP : 300 Douala ;  
15.Société Générale Cameroun (SGC), BP : 4 042 Douala ;  
16.Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC), BP : 1 784 Douala ;  
17.Union Bank of Cameroon, (UBC), BP : 15 569 Douala ;  
18.United Bank for Africa (UBA), BP : 2 088 Douala.

## II-ASSURANCES

1.CHANAS ASSURANCES S.A B.P : 109 DOUALA  
2.ACTIVA ASSURANCES S.A B.P : 12 970 DOUALA  
3.ZENITHE INSURANCE S.A B.P : 1 130 DOUALA  
4.PRO ASSUR S.A B.P: 6 650 DOUALA  
5.ASSURANCE ET REASSURANCE AFRICAINE B.P : 18 404 DOUALA  
6.AREA ASSURANCES S.A, BP.15 584 Douala ;  
7.ATLANTIQUE Assurances Cameroun IARDT,B.P. 3073, DOUALA.  
8.CPA.S.A. B.P. 54, Douala ;  
9.NSIA ASSURANCES S.A,B.P. 2 759, Douala ;  
10.PRUDENTIAL BENEFICIAL GENERAL INSURANCE, B.P. 2328, Douala ;  
11.ROYAL ONYX Insurance Cie, B.P.12230, Douala ;  
12.SAAR S.A, 1 011, Douala ;  
13.SANLAM Assurances Cameroun, B.P.12125, DOUALA

1.Activa Assurances, BP : 12 970 Douala ;  
2.AREA Assurances S.A, BP :15 584 Douala ;  
3.Atlantique Assurances Cameroun IARDT, BP :3 073 Douala ;  
4.Chanas Assurances S.A, BP :109 Douala ;  
5.CPA S.A., BP: 54 Douala ;  
6.NSIA Assurances S.A., BP : 2 759 Douala ;  
7.PRO ASSUR S.A, BP : 5 963 Douala ;  
8.Prudential Bénéficial General Insurance S.A, BP: 2 328 Douala ;  
9.ROYAL ONYX Insurance Cie, BP : 12 230 Douala ;  
10.SAAR S.A, B.P. 1011 Douala ;  
11.SANLAM Assurances Cameroun, BP: 12 125 Douala ;  
12.ZENITHE Insurance, BP : 1 540 Douala.

Les dispositions du dossier d'appel d'offres (DAO) n'ayant pas fait l'objet de modification dans le cadre du présent additif restent sans changement.

Biwong-Bané, le 03 MARS 2025

Le Maire de la Commune de Biwong-Bané  
(Maire d'Ouvrage)

### Ampliations

- ARMP
- MINMAP
- Président CIPM
- SIGAMP



Joseph-Liboire ANYONO